

Sans trop approfondir le mystère qui recouvre l'omnipotence préemptoire de cet homme, M. Caron refusa péremptoirement de s'asseoir auprès de lui à la table du conseil.

Or, je dis que le résultat de cette dernière affaire a été heureux pour le pays. Plus d'accusation possible contre les chefs de l'opposition, plus de sujets de discorde; plus de réaction; mais au contraire, un exemple frappant, dans la personne de M. Caron, de l'usage que l'on voulait faire des canadiens-français!

Le correspondant parle ensuite des débats sur l'adresse et sur le vote de non confiance, de l'immense majorité du cabinet et termine ainsi: "Jusqu'à présent lord Elgin a pu rester voilé et inexpugnable sur le terrain des principes que nous-mêmes soutenons, parce que jusqu'à présent il a pu fermer les yeux sur l'état de l'opinion publique, et s'en rapporter entièrement à la fiction constitutionnelle de la responsabilité de ce ministère.

Si lord Elgin était assez mal avisé pour se jeter dans une pareille voie, il verrait que le pays ne s'amuserait pas longtemps à se quereller pour une doctrine fictive et mensongère, que l'on demanderait et que l'on chercherait autre chose qu'une théorie de gouvernement responsable purement nominale, et qu'une agitation plus formidable qu'aucune de celles qui ont déjà donné tant de souci à la Grande-Bretagne, commencerait, pour ne finir qu'après avoir entraîné peut-être avec elle de nombreux événements dignes des grandes destinées de notre continent."

Indemnités réclamées par les Fabriques de St. Eustache et de St. Benoit.

Dès le commencement de la présente session, M. Leslie demanda au ministère qu'il avait l'intention d'accorder aux réclamans du Bas-Canada une indemnité pour les pertes de 1837-38. La réponse du ministère fut alors négative. Quelques jours après, M. Scott renouvela la même demande spécialement pour la Fabrique de St. Eustache.

C'est MM. Viger et Papineau qui, par leurs deux voix, forment cette majorité. Les Canadiens du comté de Beauharnois doivent aussi se réjouir d'avoir choisi, dans la personne de M. Colville, un chaud partisan de ce ministère!!

NOUVELLES PLUS RÉCENTES DE MEXICO.

Des nouvelles arrivées en ville ce matin nous apprennent que des propositions de paix ont été faites par les habitants de Mexico. La teneur de ces propositions n'est pas connue. On dit que le général Scott s'est refusé à les accepter et a résolu de continuer sa marche sur la capitale. Les Mexicains ont 20,000 hommes de troupes entre Puebla et Mexico. Santa Anna est encore au pouvoir.

Il y a eu un combat au Pont-National. Les troupes Américaines sous le commandement du général Caldwell, ont battu les Mexicains, leur ont tué une centaine d'hommes, ont forcé le passage et poursuivi leur marche sur Jalapa. Le nombre et l'audace des Guérillas augmente. Il y a des symptômes d'insurrection à Tampico. Les autorités Américaines sont prévenues et toutes les troupes passent les nuits sous les armes. La guerre du Mexique peut durer encore longtemps.

Les nouvelles de la Grosse Isle sont plus favorables. Le nombre des malades a diminué. Les pauvres émigrés y trouvent maintenant les secours dont ils ont besoin.

Le Budget, le Tarif, les mesures financières de l'Administration.

Nous publions aujourd'hui le budget de 1846, soumis au parlement avec les comptes publics. M. Cayley en le présentant a soumis son plan financier. Nous regrettons de ne pas pouvoir en dire quelques paroles de ce plan soient bonnes, l'ensemble est au-dessous de nos espérances et insuffisant pour les besoins du pays.

Les lois de navigation ne doivent subir aucun changement. Les ministres ne veulent rien faire pour les faire abolir. Les pauvres colons pour le plus grand avantage des propriétaires de vaisseaux anglais doivent porter encore le fardeau de la protection accordée à ces derniers, qui entrave notre commerce et est un obstacle à notre prospérité.

Les droits différentiels seront abolis et un tarif uniforme substitué aux droits de douanes actuels, avec une exception, cependant en faveur de la propriété littéraire. Un droit de 25 pour cent sera imposé sur les reproductions américaines d'ouvrages anglais. Cette exception est absurde. Elle nous empêchera de lire ces ouvrages sans profit aucun pour les auteurs.

Le ministère actuel dans son impvoyance, son ignorance son incapacité a oublié ou plutôt abandonné la mesure la plus importante, la plus pressante du moment, une mesure que le pays demande instamment; nous voulons parler de l'abolition des droits sur les produits agricoles venant des Etats-Unis. Ce droit ne profite pas au peuple du pays, ne lui rapporte aucun avantage, les droits abolis, nos grains ne s'en vendraient pas moins puisque les prix de nos marchés sont réglés par ceux des marchés anglais. Le seul effet de ces droits c'est de faire payer les consommateurs plus cher pour leur pain et de priver le pays d'un immense commerce et d'importantes sources de revenus.

M. Merritt a proposé hier soir à la chambre l'abolition de ces droits. Le ministère composé de gens différents d'opinion et ne s'entendant sur rien paraît embarrassé. Nous espérons que nos représentans ne se laisseront pas prendre par ce vain mot de protection. C'est une fiction et un mensonge.

Les journaux de ce matin ont commencé à publier les tables du tarif. Nous y reviendrons.

Table with 4 columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows include various financial items like 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table with 4 columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows include 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table with 4 columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows include 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table with 4 columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows include 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table titled 'REVENU NET'. Columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows: 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table titled 'DEPENSE'. Columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows: 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table titled 'REVENU'. Columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows: 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

Table titled 'DEPENSE'. Columns: 1847, 1848, 1849, 1850. Rows: 'Dépense', 'Revenu', 'Total Courant', etc.

le dévot. Un des chauffeurs a disparu. Cinq autres personnes appartenant au bateau ont été grièvement blessées. Le lieutenant du Wahona a été dangereusement échaudé et le navire a eu une partie de ses liesses emportées; quant au brick Union, il a éprouvé de si fortes avaries qu'il a fallu le ramener en ville pour y subir des réparations considérables. Quatre de ses passagers et deux hommes de son équipage ont aussi été plus ou moins grièvement blessés.

LES ÉMIGRÉS ET LES FIEVRES.— Quelques cas de ces fièvres appelées ship fever se sont déclarés en ville; dans des maisons occupées par des émigrés. On nous dit que 12 à 15 de nos bonnes sœurs en sont atteintes; on espère que le repos les ramènera à la santé. Ceux qui vont aux steaks purement par curiosité ont grand tort.

La longueur des débats nous force de remettre encore la publication d'articles préparés pour ce numéro.

NOUVELLES DU MEXIQUE.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU COURRIER DES ÉTATS-UNIS. — ATTAQUE D'UN CONVOI PAR LES GUÉRILLAS. Un arrivage de la Havane à Charleston est venu nous apporter la lettre suivante de notre correspondant particulier de Mexico. Cette lettre, bien que n'allant pas au delà des dernières dates reçues, contient des détails intéressants.

Mexico, 31 mai 1847. La liberté de la presse qui avait été suspendue lorsqu'à la nouvelle de l'entrée des Américains à Puebla, la ville avait été mise en état de siège, vient d'être rétablie; mais un journal qui avait suivi clandestinement ses publications sans mettre de noms d'imprimeur, profitant de cette sécurité, n'avait gardé aucune mesure sur le compte du général Santa Anna qu'il accusait tout à tour d'incapacité, de lâcheté et de connivence avec les Américains. La liberté de la presse une fois rétablie, le même journal poursuivait sur le même ton, et le 28 de ce mois, le général Santa Anna poussé à bout, dit-on, a donné sa démission, et demandé ses passeports. Le congrès déclara aujourd'hui s'il accepte ou non cette démission, mais alors il sera sans doute trop tard pour que je puisse vous en faire part.

Les généraux Bravo, commandant supérieur de l'armée d'Orient, et Rincon, son second, ont aussi donné leur démission, parce que le général Santa Anna, comme président, avait nommé au commandement d'un point de la ligne qui couvre Mexico, un général qui ne jouissait pas de la confiance publique. Les chefs de l'armée mexicaine, comme vous voyez, sont fort avisés entre eux; les 4 ou 5 mille hommes qu'on avait réunis en faisant des levées dans la ville, et qu'on tenait soigneusement renfermés, ont été, avant-hier, pour la plupart renvoyés chez eux. Il y a cinq jours, sur la foi d'une lettre de Jalapa, on annonçait la mort du général Scott; les journaux ont annoncé hier sa résurrection et en sortit de Jalapa le 22 de ce mois à la tête de 1500 hommes. Nous craignons fort que le peu de forces dont il dispose ne lui permette pas de venir jusqu'à Mexico, ce que tout le monde désire, même la plupart de ceux qui, en criant à la guerre, ne veulent autre chose qu'une régénération radicale que le pays ne pourra obtenir qu'à l'aide des Américains.

L'ayuntamiento de Mexico, prévoyant que les forces nationales ayant évacué la ville, il pourrait arriver qu'il y eût une sorte d'interrègne, pendant lequel les malfaiteurs, profitant de l'absence de la force publique, se livreraient à toutes sortes d'excesses, l'ayuntamiento, dis-je, avait provoqué les neutres à s'armer et à s'organiser sous le titre de garde urbaine de conservation. L'ayuntamiento avait été affilié sur tous les murs; mais le général Santa Anna cassa cette délibération et ne permit pas de s'armer, de sorte que la ville qui aurait été gardée par un corps ayant intérêt à la conservation des propriétés, va, le cas échéant, se trouver livrée pendant un certain temps aux excès de la multitude qui n'est retenue que par la crainte de la force.

Les élections pour la présidence sont commencées dans les divers états et jusqu'ici les candidats nommés sont: les généraux Almonte, Herrera, Santa Anna, et MM. Laffragu et Trias; l'Etat de Guadaluajara où G. Farias s'est réfugié, a déclaré par l'organe de sa législature ne pas reconnaître l'acte par lequel le général Anaya avait été proclamé président-substitut au lieu de Gomez Farias, et déclaré nuls tous les actes subséquents du gouvernement; en conséquence, ils n'ont pas nommé de président qui, disent-ils, serait inconstitutionnel. Cette nouvelle a causé ici quelque sensation, car depuis quelque temps cet Etat, un des plus importants de la république, a pris l'initiative de toutes les révolutions qui bouleversent le pays. Somme toute, non-seulement les Américains, s'ils se présentent aux portes de Mexico avec une force un peu respectable, y entreront sans coup férir, et leur présence sera regardée comme une garantie d'ordre et de tranquillité par la majeure partie de la population.

Explosion sur le Mississippi.—Le 16 juin au soir, le bateau à vapeur le Porpoise descendait le Mississippi avec le navire Wahona et le brick Union, lorsque ces deux chaudières firent simultanément explosion. L'ingénieur en chef a été tué sur le coup, ainsi que M. Alex. Lefrançois, natif de Québec, dont on nous prie d'enregistrer le décès.

CORRESPONDANCE.

- P. G. Ecr. Rivière Ouelle— Reçue remise pour 1847.
J. O. M. Ecr. Ste. Anne La Pocadr. Du au 1er juillet 1848.
N. P. Ecr. Do Do Do
Honble. B. C. Toronto Do année 1847.
Al. J. M. Ecr. Boston Do Do
R. D. Ecr. Chambly Do Do
E. F. Ecr. Sorel Do Do
Rôvd. G. H. Kingston. Reçue remise 1846.
G. H. D. Ecr. Bécancour Do 1847.
L. P. S. Ecr. Ste. Marie de Monnir Do
O. N. J. Ecr. St. Charles Do
P. S. B. Ecr. Terrebonne Do Do

Ellecs. A la Rivière du Loup, le 21 du courant, âgé de 66 ans, chez M. Théodore Grenier l'aîné de son fils, dame Véronique Girard, veuve de feu M. Laurent Grenier. C'est d'elle qu'on peut dire "qu'elle est morte regretée de tout ceux qui ont eu l'avantage de la connaître."

À Québec, le 18, M. Magloire Audet dit Lapointe, charpentier, âgé de 32 ans.

À la Rivière du Loup (d'en bas), le 5, M. Bazile Talbot, marchand, âgé de 55 ans.

PROVINCE DU CANADA, District de Montréal. A Savoir: EN BANQUEROUTE.

Dans l'affaire de HUGUES LEMOINE DE MARTHIGNY—Banqueroutier. AVIS PUBLIC est par le présent donné que la partie suivante des Biens Immeubles appartenant à la dite Banqueroute sera vendue par Enca à l'HOTEL DU CANADA, rue de St Gabriel, dans la Cité de Montréal. VENDREDI, le NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi, savoir: 1. La moitié indivise de cet immeuble, connu comme Seigneurie de Ramsay, dans le dit District de Montréal, dans la partie de cette Province, ci-devant appelée Province du Bas-Canada, contenant 40,200 Arpents plus ou moins, en superficie, bornée en front par une partie du Fief St. Charles, par une partie du Fief Bourchemin, et par une partie de la Rivière Yamaska du côté est, et arrière par le Township de Upton, du côté ouest par la Seigneurie Compagnie, avec la moitié indivise de la Maison Seigneuriale, Dépendances, un Moulin à Seie et à Farine, aussi avec la moitié indivise de tous privilèges, rentes seigneuriales et autres droits attachés, appartenant à la dite Seigneurie comme possédés par le dit Banqueroutier. Pour être vendus sans réserve, pour argent comptant.

Par ordre HARDOUIN LIONAIS, DAVID LAURENT. Syndics. L. L. HARKIN. Encanteur.

25 juin. N. B. La vente ci-dessus au lieu d'avoir lieu à l'hôtel du Canada, rue St. Gabriel, ainsi qu'annoncée, aura lieu le 7 juillet prochain, à Onze heures de l'avant midi, dans cette partie du Palais de Justice, en la cité de Montréal, ou siège habituellement la Cour de Banqueroute.

Par ordre HARDOUIN LIONAIS, DAVID LAURENT. Syndics. L. J. HARKIN. Encanteur.

COURS DE LANGUE FRANÇAISE EN 60 LEÇONS.

Le Soussigné a l'honneur d'informer les familles Canadiennes, les Dames et Messieurs de cette Cité et des environs qu'il commencera ce jour d'hui, un cours suivi et raisonné sur l'art difficile d'écrire la langue Française grammaticalement; il se flatte de pouvoir donner ce nouveau mode d'enseignement en SOIXANTE LEÇONS.

Il occ compte beaucoup sur le patronage de tous les amis de l'éducation. Des certificats et spécimens attestant en faveur des succès qu'il a obtenus, jusqu'à ce jour seront produits à quiconque les désirera voir.

Pour plus amples informations, s'adresser au soussigné, en la maison de Panou de Mde GIBOUX, coin des rues ST. PAUL et ST. GABRIEL, où il se trouvera chaque jour depuis 9 heures A. M. jusqu'à 7 heures P. M.

M. L. donnera son cours à domicile, aux Dames et aux Demoiselles qui voudront bien l'honneur de leur confiance; UNE HEURE de séance par jour. Quant aux messieurs, ils suivront le Cours chez MADAME GIBOUX.

CHIS. H. LASSISERAYE. Montréal, 30 juin, 1847.

ECOLE DE MEDECINE ET DE CHIRURGIE DE MONTREAL.

L'ECOLE de Médecine et de Chirurgie de Montréal a l'honneur de vous annoncer que le 10 AOUT prochain, à 11 heures A. M. Le Concours aura lieu dans l'INSTITUTION rue St. Urbain. Les applications doivent être faites au Secrétaire, DR. SUTHERLAND, 11 juin, 1847.

PERDUE.

Le 22 du courant, au Roué à Monkland, une CASQUETTE MILITAIRES garnie en galon d'argent; le monsieur qui, par inadvertance, a pu s'en emparer est prié de bien vouloir l'adresser au bureau de l'Adjudant Général de Milice. 25 juin, 1847.

EAUX DES SOURCES DE VARENNES.

Le soussigné avertit le public qu'il a été nommé AGENT pour cette ville, pour la vente des eaux saluaires des SOURCES DE VARENNES. Ceux qui désirent s'en procurer voudront bien s'adresser au No. 63 rue St. Paul, vis-à-vis le marché Bonsecours. Wm. McDONALD.

BRASSERIE PIGEON.

Les Soussignés étant obligés de se tenir souvent à leurs vœux du plein du courant où se trouve leur bière d'être, informé respectueusement les personnes qui désirent leur transmettre des ordres, qu'elles doivent les adresser au Bureau de Poste où leurs vœux passent régulièrement tous les jours. PIGEON, DORAY et SAUVAGEAU. Montréal, 5 Juin, 1847.

AVIS IMPORTANT. AUX ABONNES

De la Ville et des Campagnes. Le premier semestre de l'année 1847 expire dans quelques jours. Nos abonnés de la ville voudront bien ne pas tarder à payer le montant de leurs comptes à notre collecteur ou à nos bureaux. Nos abonnés des campagnes sont priés de se conformer également à nos conditions d'abonnement; sans cela, point de journal.